

JACQUES RÉMY, HÉLÈNE BRIVES, BRUNO LÉMERY (Coord.), *Conseiller en agriculture*
Paris, Éditions INRA-Educagri, Collection Sciences en partage, 2006, 272 p.

Ce livre paraît à un moment critique pour l'ensemble de la profession agricole. Le rôle et la place de l'agriculture sont remis en cause, le gouvernement et les organismes professionnels peinent à dégager des voies nouvelles. Dans le champ spécifique du développement agricole, la disparition récente (fin 2005) de l'Agence de développement agricole et rural (ADAR) interpelle sur le devenir du dispositif et nécessite d'engager une réflexion sur son évolution.

C'est dans ce contexte que seize chercheurs et enseignants ont souhaité apporter leur contribution à cette réflexion et nous proposent, avec cet ouvrage, un travail d'éclaircissement sur l'histoire et l'évolution des missions de l'appareil professionnel du développement agricole.

Cet ouvrage regroupe un ensemble d'articles rédigés à la suite de travaux conduits par différents chercheurs avec leurs approches personnelles. Le livre comprend deux grandes parties avec cinq chapitres pour la première et neuf pour la seconde. Chaque chapitre peut être lu séparément et traite d'une question particulière autour du conseil et du développement en agriculture.

La première partie débute par une mise en perspective historique afin de resituer le métier de conseiller dans son environnement de politique agricole. Nous avons d'abord la naissance du conseil après guerre, puis la mise en place de nombreuses expériences de vulgarisation dans les années 1950, comme les foyers de progrès agricole, et, enfin, la création des centres d'information et de vulgarisation agricole et ménagère (CIVAM) ou celle des centres d'études techniques agricoles (CETA). En 1959, un décret institutionnalise la vulgarisation agricole. L'objectif est de diffuser les connaissances techniques, économiques et sociales nécessaires aux agriculteurs pour leur permettre d'élever leur niveau de vie et améliorer la productivité de leur exploitation.

En 1966, le développement remplace la vulgarisation et le nouveau dispositif instaure en fait la cogestion entre l'État et la profession agricole. Les chambres d'agriculture ont le contrôle du dispositif de développement. Chaque chambre crée un service d'utilité agricole et de développement (les SUAD). Parallèlement, une nouvelle structure est créée : l'association nationale pour le développement agricole (ANDA) qui a pour mission de gérer les fonds du développement agricole. L'État assure le contrôle financier du développement.

Deux textes, l'un sur la création des chambres d'agriculture, l'autre sur les expériences réalisées sur les zones témoins, complètent cet historique.

Les deux chapitres suivants s'attachent à montrer comment ce dispositif très complexe a su s'adapter à l'évolution de l'agriculture, a élargi son champ d'intervention et s'est ouvert à de nouvelles problématiques intégrant les problèmes de pollution, les exigences des consommateurs en matière de qualité, de sécurité sanitaire des aliments et des conditions de productions. Le développement durable intègre progressivement le discours des organismes agricoles et se traduit par le souci de promouvoir des systèmes conciliant production, préservation des ressources naturelles, développement local et qualité des produits. Parallèlement, une multitude d'organismes aux vocations diverses se met en place

pour encadrer le processus de modernisation de l'agriculture et intégrer les nouvelles préoccupations. Aujourd'hui, ce sont plus de treize mille ingénieurs et techniciens qui travaillent dans un ensemble complexe d'organismes et d'associations de natures diverses.

Les difficultés économiques et financières de l'agriculture, la remise en question du modèle de développement et la croissance des effectifs des conseillers n'ont pas facilité les relations entre les conseillers et leurs employeurs. Progressivement, ces relations passent d'un rapport de familiarité, de paternalisme, à une prise de distance croissante et finalement à des rapports employeurs-employés banalisés.

La première partie s'achève par un portrait social des conseillers, réalisé à partir d'enquêtes faites lors des États généraux du développement agricole en 1982. Ce portrait permet de situer le groupe professionnel (origines sociales, formation et parcours professionnels, ...) à un moment clé de son histoire, mais qu'en est-il aujourd'hui ?

La deuxième partie s'attache à rendre compte des conditions d'exercice du métier de conseiller. En prenant divers exemples dans le vaste champ des services proposés aux agriculteurs (conseil d'entreprise, audit, conseil en agriculture bio, chargé de mission Natura 2000...), les auteurs analysent l'exercice du métier de conseiller en l'abordant sous différents registres et montrent comment l'activité est perçue par les agents eux-mêmes. Cette seconde partie se termine par une interpellation des responsables professionnels et administratifs, invités à repenser le développement agricole et lui donner de nouveaux objectifs.

Le chapitre 6 propose une comparaison des dispositifs d'accompagnement et de conseil dans 6 pays de l'Union européenne. Celle-ci montre que l'offre de conseils n'est pas également répartie entre tous les agriculteurs et met en évidence l'influence des politiques libérales sur l'évolution de ces dispositifs.

Le chapitre 7 s'efforce de répondre à la question : comment l'activité de conseil est-elle perçue par les agents eux-mêmes ? Une enquête, réalisée auprès des conseillers d'entreprise, permet d'analyser leur activité sous plusieurs aspects. Elle met ainsi en lumière les spécificités de ce service avec les compétences requises, le poids des procédures dans le travail quotidien du conseiller, l'évolution du conseil vers un service marchand, la prise en compte de l'individualisation de la demande de conseil et de l'élargissement du public concerné... Aujourd'hui, il apparaît nécessaire de développer un conseil reposant moins sur des références standardisées et plus sur des modes interactifs de travail avec les agriculteurs, afin de les aider à formuler leur problème et à en concevoir la solution.

Le chapitre 8 nous propose l'analyse de l'activité de conseil dans le cadre de formations de conseillers. Après avoir identifié différentes stratégies, l'auteur examine la coproduction et les méthodes de conseil préconisées. Celles-ci mettent en évidence l'intérêt de la co-construction dans la relation de conseil. Une compétence de négociation semble également nécessaire pour faciliter le dialogue entre le conseiller et l'agriculteur.

Le conseil s'exerce dans un contexte en forte mutation où il est indispensable de prendre en compte la maîtrise du progrès et les attentes sociales, ce qui implique que de nouvelles activités liées aux exigences de la qualité alimentaire et de la protection de l'environnement se développent. L'élargissement des fonctions et du champ des compétences du public concerné implique de repenser les modes de relations dans le conseil, de revoir l'exercice même du métier.

À travers une démarche conduite en Picardie, le chapitre 9 tente de dégager les spécificités du travail d'audit et de montrer comment ce travail est perçu par les conseillers eux-mêmes. Pour certains, les activités d'audit sont assimilées à du contrôle et ne font pas partie de leur mission de conseil, pour d'autres, l'audit est perçu comme une nouvelle opportunité pour faire évoluer leur travail.

Le décryptage de l'activité des conseillers sur des questions environnementales montre comment les conseillers cadrent leur action afin de rendre le problème traitable, les savoir-faire, les outils qu'ils mobilisent et comment ils se positionnent selon le problème à résoudre.

Dans les activités de conseil, il faut aussi intégrer des façons de produire qui jusque-là étaient considérées comme marginales. L'exemple de l'agriculture bio permet de s'interroger sur les façons de conseiller : doivent-elles être différentes selon les systèmes de production ou selon le public auquel on s'adresse ? L'auteur s'efforce de définir ensuite le travail de facilitation, à partir de l'expérience des chargés de mission Natura 2000 dans la zone des marais de l'Ouest.

À travers ces exemples, nous voyons que les conseillers sont de plus en plus souvent soumis à des tensions entre technique et politique, entre services publics et services payants, entre logique administrative de guichet et logique de projet, entre audit et contrôle... Ce malaise se traduit par des interrogations concernant leur identité professionnelle et ils éprouvent de plus en plus de difficultés à définir et valoriser leurs compétences.

Comment alors peut-on envisager la relation de conseil en agriculture ? Comment trouver la bonne distance dans le conseil ? C'est-à-dire ne pas être trop distant, étranger aux problèmes de l'autre, sans pour autant se perdre dans ses problèmes. Trouver « la juste distance » afin de fournir aux agriculteurs les éléments pour les aider à faire leur choix, sans pour autant prendre les décisions à leur place.

Le chapitre conclusif propose d'engager une réflexion sur les nouvelles compétences et missions que suppose l'évolution des activités de conseil présentées tout au long de la deuxième partie. Il invite également à s'interroger sur les relations entre conseillers et agriculteurs, mais aussi sur une nouvelle organisation du dispositif de développement agricole.

L'auteur souligne alors tous les éléments à prendre en compte pour conduire cette réflexion.

Nous sommes aujourd'hui dans un contexte d'incertitude et il n'est pas évident de savoir à quoi s'adapter, ce qu'il faut apprendre et ce qu'il faut faire. Les vertus du progrès ne vont plus de soi, les imprévus sont de plus en plus nombreux. Il faut apprendre à combiner avec le risque et les aléas inhérents à la production agricole.

Les approches de conseil se réclament davantage de l'accompagnement des agriculteurs que de fonctions de prescriptions ; l'idée de la co-construction commence à s'imposer, même si ce qu'elle recouvre est loin d'être évident. L'auteur rappelle que les conseillers doivent parvenir à gérer, à faire tenir ensemble une diversité de tâches et de fonctions.

Ce qui commande le devenir du développement, c'est en fait la capacité du conseiller à s'investir dans les diverses médiations et ceci nécessite un renforcement de l'autonomie

des agents : cette autonomie supposerait un découplage entre l'appareil de développement et l'appareil de la profession agricole.

Cet ouvrage propose un ensemble d'articles très fournis en informations et invite les responsables professionnels, politiques et les conseillers à réfléchir sur le devenir du développement agricole. Tous les articles sont intéressants, chaque auteur propose une analyse précise, riche en enseignements sur la perception du métier vu par les conseillers. Cependant, la multiplication des cas concrets alourdit l'ensemble et donne parfois l'impression de redondance, il est alors difficile de trouver un fil conducteur entre les chapitres. Malgré cette critique, l'ouvrage mérite d'être lu, toutes les questions posées, les réflexions pertinentes ouvrent un champ d'investigations très intéressant pour conduire un travail plus global sur le devenir du dispositif de développement.

Monique BEGON
ENITA, Clermont-Ferrand